



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 10 JUIL. 2024

mettant en demeure la société ARLANXEO EMULSION RUBBER FRANCE SAS
de respecter des dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018
pour ses installations de combustion exploitées à La Wantzenau

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2022, pris en application du titre I^{er} livre V du code de l'environnement, codifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter les installations de fabrication de caoutchoucs synthétiques de la société ARLANXEO Emulsion Rubber FRANCE à La Wantzenau ;
- VU l'arrêté ministériel du 03 août 2018, relatif aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW, soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 (...) ;
- VU le rapport de la visite du 04 juin 2024, par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, de l'usine ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS de La Wantzenau ;

CONSIDÉRANT que le contrôle par sondage (appareils de mesure des chaudières Backup 1 et HRSG, fonctionnement mixte), réalisé le 04 juin 2024 concernant le respect de l'obligation d'appliquer les procédures d'assurance qualité QAL1 et QAL 2, pour la mesure en continu de la teneur en certaines substances des rejets atmosphériques, a montré que le certificat QAL 1 de l'appareil de mesure utilisé couvre, parmi les substances à mesurer suivant l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 16 mars 2022 (soit les oxydes d'azote exprimés en dioxyde d'azote "NOX", l'oxygène, le monoxyde de carbone), uniquement le monoxyde de carbone et qu'en outre, pour ce qui est de l'oxygène, la droite d'étalonnage QAL2 néanmoins déterminée, n'avait pas été entrée dans le logiciel des appareils ;

CONSIDÉRANT que les dispositions correspondantes de l'article 31 de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018, qui imposent l'application des procédures d'assurance qualité précitées ne sont de ce fait pas respectées ;

CONSIDÉRANT qu'après la visite, l'exploitant a rendu compte de l'intégration de la droite d'étalonnage pour l'oxygène, mais que la certification QAL1 des appareils reste toujours incomplète en termes de paramètres, considérant ceux à mesurer ;

CONSIDÉRANT que le contrôle réalisé le 04 juin 2024 a montré l'absence de consigne pour la gestion d'un épandage en rétention du contenu du réservoir TK6230 ;

CONSIDÉRANT que l'absence de cette consigne traduit un non-respect de la disposition de l'article 2.1.3 qui veut que : « L'exploitant établit les consignes écrites nécessaires à la maîtrise des opérations sensibles pour la sécurité des installations, notamment en situation d'incident. (...) Ces

consignes indiquent notamment : (...) • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, (...) • les modalités de gestion des rétentions et confinements. (...) » ;

CONSIDÉRANT qu'une fiche « POI », valant consigne, a été produite à l'inspection après la visite ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau de respecter, dans le délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de :

- l'article 31 de l'arrêté préfectoral susvisé du 03 août 2018 : I. *Les appareils de mesure en continu sont exploités en appliquant les dispositions des normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Les exploitants appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, ...) ... ;*

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de La Wantzenau.

La préfète



Josiane CHEVALIER

